

Burundi : Campagne contre Nkurunziza et inquiétudes de l'ONU

France 24, 18/04/2015 Burundi : violente manifestation contre le président Nkurunziza, l'ONU appelle au calme Des heurts entre policiers et militants opposés à un nouveau mandat du président Nkurunziza ont fait deux blessés vendredi dans les rangs des forces de l'ordre. L'ONU s'inquiète des tensions croissantes au Burundi à l'approche des élections. Des heurts entre police et militants de l'opposition ont fait vendredi 17 avril au moins deux blessés parmi les policiers à Bujumbura. Les forces de l'ordre ont arrêté une dizaine de militants de l'opposition appelant le président sortant Nkurunziza à renoncer à un troisième mandat. Devant les tirs de grenades lacrymogènes de la police, les manifestants ont riposté par des coups de jets de pierres.

Le chef de l'État n'a pas pour l'instant encore officiellement sa candidature mais l'opposition et craignent qu'il ne brigue un troisième en juin, inconstitutionnel, selon eux. Les partisans du président Nkurunziza estiment, eux, qu'il en a parfaitement le droit. "La police nous empêche de manifester pacifiquement contre le 3e mandat de Nkurunziza, alors qu'elle a accompagné la manifestation du parti au pouvoir samedi", s'est insurgé Chauvineau Mugwengezo, président d'honneur de l'Union pour la Paix et la Démocratie (UPD), petite formation de l'opposition, brièvement arrêté par la police. "Campagne" contre Nkurunziza M. Mugwengezo, qui a manifesté avec d'autres responsables de l'opposition, a promis que les manifestations se poursuivraient "jusqu'à ce que Pierre Nkurunziza renonce à son projet de violer la Constitution du Burundi en se représentant une nouvelle fois". Le directeur-adjoint de la police burundaise, le général Godefroid Bizimana, a assuré à l'AFP que les militants d'opposition manifestaient "sans aucune autorisation". "La police est donc entrain de faire son travail en les empêchant de troubler l'ordre public", a-t-il expliqué. Le centre-ville de Bujumbura est resté paralysé jusqu'en début d'après-midi, avec de nombreux magasins fermés et des rues interdites à la circulation. Cinq partis d'opposition ainsi que des dissidents du parti de M. Nkurunziza, le Cnnd-FDD, ont lancé mercredi une "campagne" pour empêcher le président sortant de se représenter à nouveau. Un congrès du Cnnd-FDD est prévu d'ici fin avril pour désigner son candidat à la présidentielle. Inquiétudes de l'ONU Depuis plusieurs mois, la communauté internationale s'inquiète ouvertement des tensions croissantes au Burundi à l'approche des législatives de mai et de la présidentielle de juin, de plus en plus cristallisées autour d'un éventuel troisième mandat de M. Nkurunziza. Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé vendredi le gouvernement et l'opposition au Burundi à "s'abstenir de tous actes de violence et d'intimidation avant, pendant et après les élections" prévues en mai et juin. Dans une déclaration adoptée par consensus, les 15 pays membres leur demandent aussi "de créer les conditions pour un scrutin paisible, crédible et sans exclusive". Ils "s'inquiètent de l'impact de la situation sur la région", soulignant notamment le flot de réfugiés burundais qui ont fui au Rwanda par peur des violences. Avec AFP